



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES
Secrétaire d'État à la Coopération et à la Francophonie
Cabinet du Secrétaire d'État

<http://www.diplomatie.gouv.fr>

Paris, le 8 septembre 2008

ALAIN JOYANDET – MICHEL BARNIER - XAVIER DARCOS

**QUE SONT DEVENUS LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE
POUR LE DÉVELOPPEMENT ?**

M. Alain JOYANDET lance ce mercredi 10 septembre à 12h45, aux côtés de M. Michel BARNIER et de M. Xavier DARCOS, une campagne de sensibilisation sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) appelée « Huit fois Oui ».

Cette campagne se déclinera, tout au long de l'année scolaire, sur différents supports : des expositions pour les enfants de 9 à 13 ans et pour le grand public, un film « 8 » qui sera présenté au Festival de Rome en octobre et un livre « 8 » qui devrait paraître en novembre.

Ce mercredi, les OMD seront présentés à la presse sous la forme de 8 Totems de 2 mètres de haut, dévoilés un à un, en présence de Patrick POIVRE D'ARVOR, ambassadeur de l'UNICEF et de Laurence FISCHER, ambassadrice de l'association Sport Sans Frontières, membre de la Voix De l'Enfant.

Les 8 objectifs du Millénaire constituent le cœur de l'action en faveur du développement dans le monde. Choisis il y a 8 ans par tous les États membres de l'ONU, ils restent encore largement méconnus en Europe, a fortiori en France. Simples et réalistes, ils engagent les pays à : la réduction de la faim dans le monde (OMD 1) ; la baisse de la mortalité des enfants et l'amélioration de la santé des femmes en couche (OMD 4 et 5) ; l'éducation pour tous, y compris pour les petites filles (OMD 2 et 3) ; l'accès à l'eau potable et préservation de la biodiversité (OMD 7) ; la lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose (OMD 6) ; au renforcement du partenariat Nord-sud (OMD 8).

Cette campagne est soutenue activement par le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Éducation et par l'Agence française de développement. Elle s'appuie sur plusieurs associations, sur les collectivités locales impliquées dans l'éducation au développement ainsi que sur les entreprises.